



Le Canada urbain

Le gouvernement a aussi joué un rôle important. Il est intéressant de noter que les municipalités dépensent maintenant davantage d'argent et achètent davantage de biens et de services que le gouvernement fédéral ou les dix gouvernements provinciaux. C'est là un étonnant renversement des tendances antérieures, quoique le rôle des gouvernements fédéral et provinciaux reste décisif.

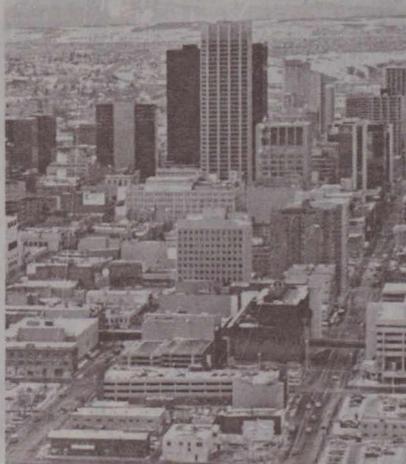
Les autorités provinciales s'occupent de la gestion de la croissance des régions métropolitaines, alors que les organismes fédéraux se chargent de niveler les disparités régionales dans tout le Canada. L'intervention du gouvernement en matière d'urbanisme a permis de préserver la qualité de l'environnement des zones urbaines et de contrôler leur expansion.

Par le biais de l'imposition et des paiements de transfert aux provinces et à la prestation des services administratifs dans les villes (aéroports, chemins de fer, financement des hypothèques, service postal, etc.), le gouvernement fédéral exerce une influence véritable et parfois considérable sur l'expansion urbaine. Comme tant de Canadiens vivent en ville, il est manifeste que les politiques et les programmes du gouvernement fédéral ne sont efficaces que s'ils tiennent compte des conditions de vie de la population urbaine, de ses intérêts et de ses besoins. Le gouvernement doit évaluer ces éléments pour pouvoir répartir équitablement entre tous les Canadiens des services et des moyens économiques de qualité comparable. Les autorités fédérales ont l'intention d'empêcher tout gaspillage d'énergie et de ressources non renouvelables dans les villes, de freiner l'expansion périphérique et l'étalement des villes, de protéger l'environnement naturel et de promouvoir la justice sociale en matière de logement.

A l'heure actuelle, les villes canadiennes traversent une période de réduction des dépenses et se consacrent davantage aux programmes concernant le transport, le logement, les loisirs, et les services sociaux. La propor-



● *Toronto : d'ici l'an 2000 Toronto comptera environ 3,5 millions d'habitants.*



● *Calgary : une ville de l'Ouest en pleine expansion.*

tion de Canadiens qui vivent dans les grands centres se nivèle à 58 pour cent environ, mais le nombre d'habitants continue d'augmenter en termes absolus. La poussée démographique se produit de plus en plus dans les petits centres et ceux de taille moyenne situés près des grandes agglomérations. La vitalité de ces villes et l'incidence des programmes gouvernementaux destinés à encourager le développement régional, qui ont augmenté le revenu des particuliers et celui de la col-

lectivité et créé des emplois, ont incité les gens à venir s'installer dans ces régions. De même, le Canada rural se développe grâce au dynamisme des secteurs agricole et énergétique sur les marchés mondiaux. C'est ainsi qu'apparaissent de plus en plus de nouveaux genres de collectivités où les entreprises et le gouvernement jouent un rôle actif pour ce qui est du choix du site, de la planification et des services. Fermont au Québec et Leaf Rapids au Manitoba en constituent deux exemples.

Les progrès techniques vont jouer un rôle primordial au fur et à mesure que les villes canadiennes approcheront du XXI^e siècle. Les services publics coûteront probablement moins cher, un réseau de transport en commun réduisant le coût de l'énergie par passager et par kilomètre sera adopté, et il y aura davantage de centres récréatifs et d'immeubles conçus pour les gens. Mais les changements futurs seront proportionnés et novateurs. Il y aura probablement davantage d'employés de bureau et moins de petits magasins.

Le revenu des citoyens sera certainement plus élevé, et les programmes d'urbanisme seront de grande envergure et porteront sur une myriade d'aspects économiques, sociaux et physiques.

Les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada sont tout indiqués pour jouer ce rôle de planification stratégique étant donné que les bureaux administratifs situés dans les provinces connaissent bien les problèmes. Ce point est essentiel pour une programmation censée.

L'action concertée du gouvernement fédéral pour ce qui est de l'emploi, de l'immigration, de l'industrie et du logement, et des administrations provinciales pour ce qui est du bien-être, de l'éducation, des loisirs et de la planification communautaire est indispensable à ce processus.

Les villes canadiennes vont prospérer grâce à une structure nationale saine permettant l'autonomie, l'initiative et la liberté d'action aux niveaux local et régional. ■